

Le printemps des peuples arabes

L'étincelle a mis le feu à la plaine.

Tout a commencé par le suicide par le feu d'un homme, jeune, instruit, réduit au chômage. Ce geste s'élargit en quelques jours, quelques semaines, jusqu'à des millions de gens.

Révolte de la faim ? **Sans doute. Du Maroc au golfe Arabo-Persique, le monde arabe est en effet l'une des principales régions importatrices de produits alimentaires de la planète (céréales, sucre, huile, volaille, viande bovine). Voilà où conduit l'absurde idéologie libérale appliquée à l'alimentation, au mépris du droit à l'autosuffisance alimentaire, ce qui provoque la ruine de nombre d'agricultures locales.**

Mais aussi, et peut-être surtout, **rejet des inégalités criantes, rejet d'un autoritarisme dépravé, corrompu et corrupteur, de dirigeants qui accaparent, et se transmettent d'une génération à l'autre, une part importante de la richesse du pays. La vague de néolibéralisme imposée aux Etats du sud de la Méditerranée depuis trente ans a facilité la construction des oligarchies locales. La façon dont ont été menées les privatisations a joué un rôle important dans cette évolution, ainsi que les redoutables spéculations foncières et le développement des systèmes bancaires, financiers et boursiers ne profitant qu'à cette oligarchie d'affaires.**

Et encore, jeunesse de la population : **les 15-24 ans représentent plus de 20 % de la population en Egypte, par exemple. Et malgré son niveau d'éducation élevé, cette population est maintenue dans la misère par manque de perspective professionnelle.**

Les démocraties européennes s'accommodaient finalement assez bien des dictatures arabes. **Elles n'empêchaient pas de faire des affaires. Le Moyen Orient est par exemple le premier marché d'exportation pour l'armement français (et maintenant les marchands de canon ont le blues !).**

Et ne les présentait –on pas comme le rempart le plus efficace contre l'islamisme ?

Ce type d'analyse vole en éclat. Il apparaît au contraire que les révolutions en cours sont « post-islamistes » **(sinon, comment expliquer l'absence de slogans islamistes dans les manifestations ? Le djihad global se trouve complètement déconnecté des mouvements sociaux et des luttes nationales). Et que contrairement à la menace qui était agitée, il n'y a pas, pour l'heure, d'exil massif des populations concernées vers l'Europe. Sarkozy et Le Pen sont, une fois de plus, à côté de la plaque (mais ils le font peut-être un peu exprès ?).**

Les révoltes arabes sont conduites au nom de la démocratie. Ce sont les peuples qui les mènent pacifiquement. Les sociétés tout entières s'y engagent et s'y retrouvent. Au nom de valeurs qui sont les nôtres, et qui démentent les certitudes paresseuses des cyniques.

N'avons-nous pas, dans nos pays occidentaux, à tirer pour nous les enseignements des révolutions arabes ? Certes, nous sommes sous un régime formellement démocratique, dans le sens où nous avons régulièrement des élections pluralistes. Mais ne nous faudrait-il pas contester, et balayer, la redoutable oligarchie néolibérale qui appauvrit les économies européennes, n'y crée pas suffisamment d'opportunités d'emplois et précarise chaque année

un plus grand nombre d'Européens de toutes les nationalités ? Ne nous faut-il pas **aussi promouvoir partout « le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes » ?**

(sources Le Monde : Alain Badiou, , 19/2 ;Philippe Chalmin, 15/2, Ghassan Salamé, 8/2, Anne Rodier, 8/2 ;OlivierRoy, 13-14/2 ;Dominique Gallois et Nathalie Guibert, 5/3 Jean-Pierre Stroobants, 3/3 martine Aubry, 10/2 ;Georges Corn, 12/2).

Bonnes nouvelles

La Cour de cassation donne raison aux salariés de la grande distribution sur le paiement des pauses (*Le Monde*, 18 février).

Elle estime par ailleurs qu'un groupe en bonne santé ne peut procéder à des licenciements économiques dans une filiale en difficulté (*Le Monde*, 3 février).

Enfin (*Le Monde*, 8 février), elle donne raison au journaliste Denis Robert (que Clearstream avait poursuivi et fait condamner), et relève « l'intérêt général du sujet et le sérieux de [son]enquête ».

On va pouvoir s'intéresser à **la véritable affaire Clearstream**, longtemps occultée par la bataille au sommet de l'Etat qui a défrayé la chronique.

Clearstream, dont le siège social est au Luxembourg, est une des deux firmes avec sa concurrente belge Euroclear [*étonnant, non, cette référence à la clarté...*] à se partager le monopole de la compensation bancaire internationale. Présente dans 107 pays dont 40 paradis fiscaux, c'est une banque des banques. Elle compense les gains et les pertes des institutions financières qui commercent sur toute la planète.

En janvier 2011, elle a annoncé avoir enregistré dans ses comptes 11,4 trillions de valeur (1 trillion=10¹⁸).

L'enquête de Denis Robert a montré que Clearstream offrait d'importantes possibilités de dissimulation et de fraude pour ses clients : comptes opaques, effacement organisé de transactions, probabilité forte d'une double comptabilité, hébergement de banques mafieuses ou liées au terrorisme, absence de contrôle des autorités luxembourgeoises, complicité des auditeurs, licenciement du personnel qui refusait de procéder à des manipulations comptables... Nous sommes au cœur du débat sur la régulation du capitalisme.

En 2001, une centaine de députés européens avaient demandé la création d'une enquête parlementaire aux moyens coercitifs. Le commissaire hollandais Fritz Bolkestein, dont on a su plus tard qu'il était lié à des clients importants de Clearstream, avait rejeté cette idée, au prétexte que le Luxembourg est un Etat souverain. Il faudrait relancer cette enquête européenne. [*extraits de l'article de Denis Robert, Le Monde, 3 mars*].

La bombe démographique. Le risque de surpopulation mondiale reste réel.

A l'été 2011, il y aura 7 milliards d'humains. En 2050, nous serons 9 milliards. Et ensuite ?

S'appuyant sur le constat d'une baisse généralisée du taux de fécondité (le nombre d'enfants par femme recule partout, il est passé en moyenne mondiale de 5 en 1950 à 2,6 aujourd'hui), le scénario rassurant d'une population mondiale culminant à 9 milliards pour se stabiliser, voire décliner ensuite, s'est largement imposé dans l'opinion.

Pourtant, selon une étude du Conseil économique et social des Nations unies, ce scénario pourrait bien être illusoire, si on ne fait pas un effort considérable pour abaisser le nombre de naissances.

Il suffirait que la fécondité reste un demi-point au-dessus de celle prévue dans le scénario moyen jusqu'en 2050 pour que la population mondiale atteigne non pas 9, mais 10,5 milliards. Si ensuite, cette fécondité restait seulement un quart de point au-dessus de l'hypothèse moyenne, le monde compterait 14 milliards d'individus en 2100.

Mauvaise nouvelle : abaisser le taux de fécondité au seuil de remplacement de la population (2,1 enfant par femme dans les pays développés et 2,5 dans les pays où la mortalité est plus élevée) ne suffira pas. Même dans le cas –peu plausible– où chaque pays atteindrait le niveau de remplacement d'ici à 2015 pour s'y maintenir ensuite, la population mondiale continuerait à grimper à 9,1 milliards en 2050 puis à 9,9 milliards en 2100. « La croissance démographique a une forte inertie : c'est comme un supertanker qui continue d'avancer bien après qu'on a coupé les machines », explique M. Buetter, démographe de la division de la population à l'ONU.

« Il est parfaitement possible de nourrir 9 milliards d'hommes ; au-delà, ça devient très compliqué », estime le démographe Henri Léridon, qui achève une étude sur ce thème pour l'Académie des sciences.

En dix ans, l'aide en faveur de la planification familiale a chuté de moitié dans les pays les plus pauvres. (*Le Monde*, 15 février).

[On ne réfléchit pas assez, par ailleurs, aux profonds bouleversements qui vont affecter la population mondiale dans le siècle à venir : vieillissement très marqué en Occident et en Chine, fort accroissement de la population en Afrique et en Asie.

Dans l'article cité, l'évolution de la population des différents continents a été estimée selon plusieurs hypothèses :

Si le taux de natalité, l'espérance de vie et la mortalité restent identiques à ce qu'ils sont actuellement (ce qui n'est pas, heureusement, l'hypothèse la plus vraisemblable), l'Afrique passerait de 1 milliard à 8,8 milliards, l'Asie de 4,2 milliards à 7,5 milliards, l'Amérique latine -Caraïbes de 589 millions à 1 milliard, l'Europe de 733 millions à 407, l'Amérique du Nord de 352 à 507.

Si le taux de fécondité s'établit à 2,35 enfants par femme jusqu'en 2050, puis augmente d'un quart de point (il sera vraisemblablement plus élevé jusqu'en 2050 pour l'Afrique et l'Asie, moins élevé pour l'Europe et l'Amérique du Nord), la population atteindrait respectivement 3,7, 7,5, 1,05 milliards, 937, 701 millions.

Si chaque pays stabilise son taux de fécondité à 1,85 enfant par femme (peu vraisemblable pour l'Afrique et l'Asie), la population atteindrait respectivement 2,5, 4,7 milliards, 639, 634, 484 millions.]

La fin du pétrole

Le baril de pétrole à plus de 100 \$? L'essence plus chère que jamais à la pompe ?

Les compagnies pétrolières réalisent des bénéfices colossaux (10,3 milliards d'euros pour Total pour 2010, soit 4,58 € par action). Pour la plus grande satisfaction des actionnaires (pour Total, ils recevront 2,28 € par action).

Mais elles doivent miser sur une « exploitation plus audacieuse », pour parler comme Total. [*Le Monde*, 12 février].

Par exemple en exploitant, comme au Canada, les « **sables bitumineux** », mélanges de bitume, de sable et d'eau. Ce qui mobilise des quantités phénoménales d'eau (4 fois plus que de pétrole extrait), pour laver ou diluer le bitume directement dans la roche (l'eau utilisée, qui n'est pas recyclée, stagne ensuite dans d'immenses bassins de décantation, 170 km² en tout). Et d'énormes quantités d'énergie. Et donc en rejetant 3 à 5 fois plus de gaz à effet de serre que pour l'extraction du pétrole « conventionnel » [*Silence, mars*].

Ou en exploitant le « **gaz de schiste** », gaz naturel emprisonné dans la roche sédimentaire entre 1500 et 3 000 m de profondeur. En Amérique du Nord (Pennsylvanie, Québec), mais aussi en France (bassin parisien, Ardèche, Drôme, Gard, Lozère). Ce qui nécessite là encore d'énormes quantités d'eau, additionnée d'un cocktail de produits chimiques. En plus de la pollution par des composants toxiques, la multiplication des puits comporte de nombreux risques pour les populations voisines. En France, pour le moment, seuls des permis d'exploration ont été accordés. Mais Eric Besson, ministre de l'Industrie, a décidé de « simplifier » le code minier...

Le président de la Région Rhône-Alpes, J-J Queyranne, PS, a demandé l'annulation des permis d'exploration. [*Politis, 27 janvier*]. La ministre de l'environnement, Nathalie Kosciusko-Morizet, a annoncé le 2 février la mise en place d'une commission pour évaluer les enjeux environnementaux ; cependant des permis ont été accordés pour l'exploitation d'huile de schiste en Seine-et-Marne en octobre 2010. Et le gouvernement a donné son feu vert pour l'exploitation pétrolière en eaux profondes à 150 km au large des côtes guyanaises.

Les citoyens se mobilisent contre l'extraction d'huile de schiste (plus de 10 000 personnes en Ardèche le 26 février, une manifestation en Seine-et-Marne, 80 parlementaires, ...). [*Le Monde, 4 février, 1^{er}, 6, 7, 8 mars*].

Europe : Vent de révolte des peuples européens contre les mesures imposées par le FMI, la BCE et l'UE.

Il serait logique d'effacer en partie les dettes des banques (Cf CMM n° 83). En effet, l'idée selon laquelle les contribuables devraient voler au secours des principaux créanciers de banques largement insolvables au risque de mettre en péril la solvabilité de leur propre Etat est à la fois injuste et déraisonnable. Pourquoi les contribuables du pays emprunteur devraient-ils payer la totalité de la facture ?

Craignant la contagion, la BCE et plusieurs pays de l'Union y opposent leur veto. Ils imposent une politique injuste et brutale, très mal supportée par les peuples.

En Grèce, le FMI et l'Union européenne ont demandé à Athènes de privatiser à hauteur de 50 milliards d'euros, suscitant une vive protestation du gouvernement. Une grève générale a paralysé le pays le 23 février.

En Irlande, le premier ministre paie, par les urnes, une austérité punitive. Le nouveau gouvernement devra s'attaquer aux racines du mal irlandais : la collusion du système politique avec les milieux financiers. Mais l'UE pourrait demander à l'Irlande de renoncer à l'avantage fiscal qu'elle accorde aux investisseurs étrangers...

En Islande, Londres et la Haye avaient avancé, à la suite de la faillite de la banque islandaise Icesave, la somme de 3,9 milliards d'euros. Le Parlement avait voté un texte prévoyant d'étaler les remboursements entre juillet 2016 et au maximum 2046. Le président a mis son veto à cet accord et appelle à un référendum. (*Le Monde, 15, 22, 25 février, 1^{er} et 5 mars*).

France

Le PS veut faire du logement un thème majeur de l'élection présidentielle. Les Français payent toujours plus pour se loger. Pour baisser le prix du logement, le PS veut encadrer les loyers à la relocation pour empêcher de fortes augmentations lors d'un changement de locataire, et taxer plus fortement les logements vacants. Les terrains constructibles devront être bâtis dans les 5 ans, sous peine d'être taxés. Les plus-values réalisées par les propriétaires, lorsqu'un terrain est rendu constructible par la collectivité, ou dont la valeur est augmentée par un investissement public (transport par exemple) seront redistribuées en partie à celle-ci. 150 000 logements sociaux seront construits chaque année (contre 130 000 actuellement). Le taux obligatoire de HLM dans chaque commune passera de 20 à 25 %, et en cas de non-respect, les pénalités seront multipliées par 5. (*Le Monde, 17 février*).

Où va votre argent ? 8 200 traders français ont perçu, en 2010, en plus de leur très confortable salaire, en moyenne un bonus de 242 000 € (230 mois de SMIC) ! 3 milliards d'euros, c'est le montant total des bonus versés en 2010, au titre de l'année 2009, par les six banques françaises ayant reçu une aide de l'Etat (donc de chacun de nous, qui payons nos impôts) au plus fort de la crise, en 2008. Sur cette enveloppe, 8200 traders se sont partagés 2 milliards d'euros. [*Le Monde magazine, 12 février*].

Pourquoi se priver, en effet, alors que les profits du CAC 40 frôlent leur record historique (82,2 milliards d'euros en 2010) [*Le Monde, 5 mars*]. A comparer aux 500 millions d'euros du plan du gouvernement pour les chômeurs de longue durée...

Dure avec les faibles, accommodante avec les puissants. Les huit étudiants qui avaient squatté un immeuble rue de Sèvres à Paris pendant quinze mois ont été condamnés à verser 80 666 € d'indemnités à la propriétaire. [*Le Monde, 2 mars*].

Les délits financiers d'abus de biens sociaux ou d'abus de confiance ont la particularité d'être des infractions « dissimulées », qui sont souvent portées à la connaissance de la justice à la fin du mandat d'un dirigeant de société ou d'un homme politique. Pour cette raison, la Cour de cassation a imposé une jurisprudence qui fait courir les délais de prescription à compter de la date à laquelle les faits ont été révélés et non de celle à laquelle ils ont été commis.

La droite et le patronat cherchent depuis des années (1995, Pierre Mazaud, RPR ; 1996, Philippe Marini, RPR ; 2001, Nicolas Sarkozy ; 2002, Michel Hunault, RPR ; 2010, Michèle Alliot-Marie, UMP), par tous les moyens, à remettre en cause cette jurisprudence, et ainsi empêcher, de fait, les poursuites pour abus de biens sociaux. Jusqu'à présent, ces tentatives ont heureusement échoué, devant l'opposition résolue que ces projets rencontraient.

M^e Le Borgne, pour remettre en cause cette jurisprudence, a soulevé le 4 mars devant le tribunal correctionnel de Nanterre la question prioritaire de constitutionnalité, afin que la question soit posée au Conseil constitutionnel. (*Le Monde, 6-7 mars*).

Affaire Tapie : Christine Lagarde doit rendre des comptes. Selon le référé rendu par la Cour des comptes, le versement par l'Etat de 210 millions d'euros à Bernard Tapie était indu. L'Etat, représenté par la ministre de l'économie,

aurait du faire appel de la sentence arbitrale. Et même, en amont, le recours à l'arbitrage entre Bernard Tapie et le CDR n'aurait pas du être autorisé par la ministre des finances : seul le Parlement pouvait donner cette autorisation.

La Cour des comptes pourrait donc s'intéresser à la situation particulière de Mme Lagarde.

Il revient à la Cour des comptes comme au Conseil d'Etat saisi du pourvoi en cassation du député Charles de Courson (nouveau Centre) de décider si les contribuables se verront ou non restituer les sommes qu'ils n'auraient jamais du verser [extraits d'un article de Corinne Lepage, CAP 21, Le Monde ; on pourra lire aussi « Sous le Tapie », de Laurent Mauduit, Stock, novembre 2008].

Précieux sans-papiers. Plus les lois sont restrictives, plus les migrants prennent des risques et sont vulnérables une fois arrivés à destination. **Ces lois favorisent donc les mafias de passeurs**, incontournables quand la répression s'intensifie. Par exemple, pour rejoindre les Etats-Unis, un migrant chinois doit déboursier jusqu'à 75 000 \$. Intégrée au trafic de drogue et à la prostitution, l'industrie du passage de clandestins est florissante. En 2003, elle aurait généré 5 milliards de dollars de profit aux Etats-Unis et 4 milliards d'euros en Europe.

Un moyen pourtant simple de décourager l'immigration clandestine est d'en limiter les bénéficiaires. Les sommes englouties dans la répression des sans-papiers devraient plutôt être employées au contrôle des sociétés qui les exploitent. Mais en dépit d'un discours politique dur, le gouvernement ne fait rien dans ce domaine. Il est vrai que les clandestins constituent une main d'œuvre bon marché, et d'autant moins exigeante qu'ils sont l'unique cible de la répression. Ils génèrent des rentes pour tous ceux qui les exploitent, et ils ne votent pas. [Emmanuelle Auriol, Le Monde, 22 février].

D'autant qu'ils sont une **excellente affaire pour l'économie française** : ils reçoivent de l'Etat 47,9 milliards d'euros (retraites, aides au logement, allocations chômage, allocations familiales, prestations de santé, éducation), mais ils reversent 60,3 milliards (impôt sur le revenu, impôt sur le patrimoine, impôts et taxes à la consommation, impôts locaux, CRDS, CSG, cotisations sociales) [ABC, Madrid, cité par Courrier international, 27 janvier].

Sondagite. La campagne de l'élection présidentielle est commencée. Les tentatives de manipulation de l'opinion aussi, avec des questions savamment biaisées, et par la multiplication de sondages tendant à éliminer tel ou tel candidat, ou à rendre tel ou tel autre « incontournable ». Dans ce contexte, on ne peut qu'approuver que le Sénat ait approuvé à l'unanimité une proposition de loi PS-UMP visant à imposer dans ce domaine une certaine transparence. Or ce texte risque de ne pas être soumis à l'Assemblée nationale, l'obstacle venant du gouvernement, qui ne le juge pas « prioritaire »... [Le Monde, 15 février, 5 mars]

On ne peut comprendre le succès de Dominique Strauss-Kahn dans les sondages sans avoir en tête la théorie de l'électeur médian, c'est-à-dire le fait que les électeurs de droite misent sur le candidat de gauche qui leur paraît le plus à droite – et inversement-, ce qui tire mécaniquement le résultat vers le centre. Les commentateurs – et les journalistes – ont la responsabilité de ne pas être naïfs face aux chiffres. [Alain Garrigou, Le Monde, 15 février].

Cocorico (bis) : la cuisine française proclamée patrimoine mondial de l'humanité (cf CMM n° 82) . « Comment vous n'étiez pas au courant ? », écrit Lluís Urià, La Vanguardia, Barcelone. « Normal, presque personne en Espagne ne s'est fait l'écho de cette décision. Nous étions trop occupés à fêter la reconnaissance bien méritée des *castells* [tours humaines], du flamenco et du chant de la Sibylle de Majorque. En France non plus, personne n'a parlé des *castells* ni de la Sibylle. Et juste un tout petit peu du flamenco. On s'intéresse toujours davantage aux choses de chez nous. Quoi de plus humain ? Les Arméniens ont sans doute fêté la reconnaissance de leurs *khatchkar* [stèles sculptées], les Belges le carnaval d'Aoste, les Chinois l'acupuncture et la moxibustion [stimulation par la chaleur des points d'acupuncture], les Colombiens le système normatif *Wayuu*, les Indiens la danse *chau* et le théâtre rituel *mudiyettu*... [Courrier international, 27 janvier]

Des élections cantonales ? ah bon ? On n'en entend guère parler ... Tout se passe comme si le gouvernement, et les médias dominants, voulaient qu'elles soient oubliées, et marquées par une forte abstention... Pourtant, les départements ont un rôle important à jouer en terme d'action sociale, de petite enfance, d'éducation, de logement, de transport, de culture, d'environnement.

A **Montrouge**, le Conseiller général sortant, par ailleurs maire de la ville, et soutien du gouvernement sarkozyste, axe sa campagne sur les enjeux strictement montrougiens, comme s'il s'agissait d'une élection municipale, et gomme soigneusement son étiquette politique.

Cette élection est en fait l'occasion de chasser de la direction du département des Hauts-de-Seine la majorité affairiste sarkozyste, illustrée il y a peu par Charles Pasqua, et aujourd'hui par Patrick Devedjian et Jean Sarkozy (**la majorité peut basculer, la gauche a dépassé 54 % des voix lors des élections régionales de 2010**).

Avec plus d'un demi-milliard d'euros payés par les contribuables des Hauts-de-Seine, la « fac privée » Pasqua-Sarkozy est l'un des plus gros scandales de l'actuel conseil Général, alors que l'université publique de Paris-Ouest Nanterre La Défense manque de moyens.

Dans ce département, le plus riche de France, le social est pourtant sacrifié (les élus de droite ont voté la suppression de l'Aide départementale de Solidarité et de Santé, la diminution des aides aux associations du champ social ; ils limitent l'accès à la carte Améthyste et remettent en cause l'Allocation Personnalisée d'Autonomie). Dans ce département qui manque de logements sociaux, 14 villes (ayant moins de 20 % de logements sociaux) sont hors-la-loi SRU.

Courrier des lecteurs

MD : Malheureusement, il n'y a pas que l'extrême droite qui avance masquée... Se faire violence pour écouter attentivement cette vidéo

http://www.dailymotion.com/video/xgusus_31-01-11-3-marine-le-pen-fait-retirer-une-delib-pro-ogm_news

En ce qui concerne les OGM, on voit que c'est Roman, du groupe socialiste qui essaie de manipuler, avec brio, les autres, et pas l'extrême droite... Pour mémoire, l'AGCS a été signé par Chirac et le socialiste Jospin, et l'AGCS entraîne le démantèlement de tous les services publics que nous vivons depuis... alliance de signatures de droite ET socialiste ! C'est pas simple !

DC : je viens de lire ce numéro, intéressant comme d'habitude, MAIS je suis très circonspect (pour ne pas dire plus) quant aux positions que tu reprends à propos de démographie. J'y sens toujours des relents de malthusianisme. Le meilleur moyen de faire baisser la natalité, tu le sais aussi bien que moi, est d'envoyer toutes les petites filles à l'école le plus longtemps possible !

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse

électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.